

Les Actes des 16èmes Controverses de Marciac (2010)
La Méditerranée au cœur de l'Europe :
sonder les fractures, dévoiler les failles, révéler les accords.

Dans le cadre des 16èmes Controverses de Marciac (Gers), qui se déroulaient les 30, 31 juillet et 1^{er} août 2010, la première journée fut consacrée à faire la part du mythe méditerranéen et du réel des clivages. Dans ce cadre, le chercheur Barah Mikail, spécialiste du Moyen-Orient, était invité à ausculter les fractures ...

Entre rêve et réel : une vision croisée des rivages et des clivages



Barah MIKAIL est Directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS).

Docteur en Science politique, il est spécialiste du Moyen-Orient. Il travaille également sur les enjeux géopolitiques de l'eau ainsi que sur les articulations entre politique et religion dans les conflits contemporains. Il dirige le Master 1 de Relations internationales de l'Institut supérieur de Relations Internationales et Stratégiques (ISRIS), établissement de recherche et d'enseignement prolongeant l'IRIS, et l'ensemble des séminaires de formation de l'IRIS relatifs au Moyen-Orient, au Maghreb et à la Géopolitique de l'eau.

Chercheur à l'IRIS depuis 2004, Barah Mikail a été chargé de recherche au Secrétariat Général pour l'administration du ministère de la Défense (mars-juin 2003), et directeur de séminaire au Collège interarmées de Défense (2005-2007).

Il est titulaire d'un DEA en sciences politiques ainsi que d'un DESS en coopération internationale, de deux maîtrises, en relations internationales et en civilisations arabe et islamique.

Barah Mikail intervient également dans diverses structures de formation et d'enseignement, notamment à l'Institut d'Etudes européennes de l'Université Paris-VIII, où il dirige deux séminaires : l'un sur la politique étrangère américaine, l'autre sur le Proche et le Moyen-Orient. Il est membre des comités de rédaction de la Revue internationale et stratégique (RIS) et de la revue Confluences Méditerranée.

Le pourtour des fractures

Ne disposant que d'un temps assez bref, je vais devoir être très synthétique. Partiel mais, je l'espère, pas partial.

Lorsqu'on parle de la Méditerranée, nous avons souvent tendance à penser que les lignes de fracture qui prévalent se situent au Sud et à l'Est. Je vais bien entendu en parler, mais en premier lieu, j'aimerais souligner que la première des fractures qui est apparue avec force ces dernières décennies passe entre le Nord et le Sud. Elle prend diverses formes, recouvre plusieurs champs thématiques. [Michel Foucher](#)¹ ce matin a rappelé l'importance des migrations, un enjeu qui génère des positionnements divergents de la rive méridionale à la rive septentrionale. Regardez la manière dont les relations euro-méditerranéennes ont évolué, dans leurs institutions comme leurs concepts : on ne peut que constater une absence de volonté ou, du moins, une réticence de la part de certains acteurs à s'engager dans des modalités communes d'échange et de partage. De même, il suffit de se rendre à Ceuta et à Melilla, au Maroc, pour percevoir le contraste entre l'opulence, l'exubérance affichées de ces enclaves espagnoles d'une part, et, de l'autre côté, des barbelés, la nudité du paysage marocain. Ce sont là des représentations fortes.

Au-delà du rappel de ce hiatus prééminent, il va de soi que le Sud et l'Est de la Méditerranée sont également parcourus de failles et de déchirures. Du Maroc à la Turquie, les fractures socio-économiques sont patentées entre les élites qui confisquent les richesses et le niveau de vie moyen des populations. S'y ajoute un exercice du pouvoir extrêmement centralisateur, abusif parfois, qui s'accompagne d'une déstabilisation sociale. En témoignent les fameuses émeutes de la faim qui n'ont pas épargné une partie de cet espace. Elles illustrent d'ailleurs l'échec de l'approche des Européens qui disaient vouloir améliorer le

niveau de vie moyen du Sud et de l'Est méditerranéen. Mais pour l'instant on ne voit pas vraiment les fruits de cette politique là.

Du Liban...

Par ailleurs, les clivages anciens d'ordre religieux, ethnique et communautaire se réaniment fortement aujourd'hui, avec des combinaisons variées selon les régions. L'un des pays qui exprime ce type de fracture le plus violemment, c'est le Liban, dont l'histoire récente est marquée par la guerre dite civile, d'avril 1975 jusqu'en octobre 1989, quand sont intervenus les Accords de Taëf². Depuis, à regarder l'agenda des différentes formations politiques libanaises, on voit bien que les déchirures sont profondes, notamment entre les différentes communautés chrétiennes et musulmanes. L'ethnique, le communautaire et le religieux y ont une traduction politique directe.

Cela m'amène au troisième type de fracture, celui qui revient le plus dans les différentes approches que l'on a des espaces sud et est méditerranéen : les fractures politiques.

...Au Sahara occidental

Là encore, ces dernières ne sont pas nouvelles. Mais plus on avance dans le temps, plus on a l'impression que l'on s'enfonce dans des scénarii catastrophiques ou qui nous mènent vers un point de non retour. Le conflit du Sahara occidental³ en est l'un des révélateurs, entre ceux qui défendent une autonomie renforcée ou une indépendance de ce territoire et d'autres, plutôt en phase avec la posture marocaine. A l'origine de cette rivalité, ce qui prévaut, c'est le clivage

² Accords supervisés par les diplomaties syriennes, jordaniennes et américaines, visant une redéfinition de la répartition des pouvoirs entre les différentes communautés libanaises.

³ Ancienne colonie espagnole, de 1884 à 1976, le Sahara occidental voit s'affronter le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie, cette dernière soutenant le front Polisario qui proclame en 1976 la République Arabe Sahraouie Démocratique. Classé parmi les territoires non autonomes par l'ONU en 1963, il n'a toujours pas de statut juridique.

¹ Lire son portrait :

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2884

politique entre l'Algérie et le Maroc, qui a des répercussions sur les modalités de coopérations et de rapprochements entre les pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

Unions et Ligues arabes mort-nées ?

De la même manière, l'Union du Maghreb Arabe, qui regroupe l'Algérie, le Maroc, la Lybie, la Mauritanie et la Tunisie, peut être quasiment considérée comme mort-née depuis sa création en février 1989, du fait notamment du conflit du Sahara Occidental. Mais on pourrait remonter encore plus loin dans l'histoire, avec la création de la Ligue arabe en 1945. Cette organisation est censée représenter l'ensemble des pays arabes du Moyen-Orient au travers de perspectives communes. D'emblée, les divisions sont apparues entre les pays fondateurs. Les seuls et rares cas durant lesquels les Arabes se sont mis d'accord sur certains projets ou sur certaines politiques, c'est lors des situations de guerre. Dans quel contexte ? C'est là que l'on en vient à la faille la plus conséquente dans l'espace sud et est méditerranéen : il s'agit non seulement du conflit israélo-palestinien mais des relations israélo-arabes de manière générale. Il y a là un point de cristallisation très fort qui demeure incontournable dès lors qu'on s'intéresse réellement à cet espace.

La centralité du conflit israélo-palestinien

Bien entendu, je ne vais pas développer le conflit israélo-palestinien ni les autres différends politiques de la région. Mais j'aimerais souligner l'absence d'approche, à certains égards, de la part des Européens. Même si je n'aime pas parler de ce qui n'existe pas, je vais quand même dire trois mots sur ce que pourrait être une politique européenne sur la région ainsi que sur les différentes modalités de mise en concurrence qui ont prévalu de la part d'autres Etats.

Sur la centralité du conflit israélo-palestinien, au début des années 1980, la fameuse Déclaration européenne de Venise avait le mérite du pragmatisme. A l'époque, les neuf Etats-membres, exprimant leur volonté de peser en Méditerranée du sud et de l'Est, d'accompagner ces pays par la coopération et de bâtir une zone de paix, ont clairement énoncé qu'il leur fallait, pour cela, prendre à

bras le corps le conflit israélo-palestinien et les antagonismes israélo-arabes de manière générale. Or vers quoi sommes-nous allés par la suite ? Vers le Processus de Barcelone (partenariat Euromed) à partir de 1995 qui, pour sa part, visait l'amélioration de la condition socio-économique du Sud et de l'Est méditerranéens. Sauf que, dans les faits, même si beaucoup d'argent a été injecté et des projets mis en place, le processus bute sur les questions migratoires et la conception d'une « Europe forteresse », en proie à une obsession sécuritaire.

L'« Europe forteresse », l'immigration et le terrorisme.

Dix ans après, lors du sommet de 2005, les objectifs du partenariat euro-méditerranéen ont été réaffirmés, et certes, nous avons eu une déclaration. Mais si vous revenez à la déclaration finale des dix ans du processus de Barcelone, les débats se sont focalisés sur la notion de terrorisme et ses différentes définitions. Lesquelles ont donné lieu à des divergences d'appréciation entre le Nord, le Sud et l'Est méditerranéen. C'était très révélateur. Les perspectives des uns et des autres ne cadrent pas. Et en disant cela, il ne s'agit pas seulement de critiquer le Nord : il ne faut pas évacuer la responsabilité de certains pays du sud. Le cas de la Libye a été évoqué tout à l'heure ; il va de soi que Kadhafi a tendance à jouer sur la vanne migratoire selon les revendications politiques ou les prises de position qu'il a envie de faire valoir. Je ne veux dédouaner personne sur ce plan là.

Quant à l'Union Pour la Méditerranée, ce n'est pas de l'actualité, mais une absence d'actualité. Ce projet d'initiative française a d'emblée donné lieu à certaines dissensions entre les pays européens, ne serait-ce qu'entre la France et l'Allemagne. A partir de là, certains points ont été évacués du projet.

Au final, l'Union pour la Méditerranée est censée permettre de faire mieux que Barcelone, mais il y a une faille. Une fois encore, les choses ont été prises à l'envers. L'accent est d'abord mis sur la coopération économique, via des projets communs sur le solaire ou la dépollution de la Méditerranée, en faisant l'hypothèse que, le succès aidant,

la coopération politique suivra tout naturellement.

Le recours au religieux

Finalement, que s'est-il passé ? L'offensive israélienne contre la bande de Gaza en 2008-2009, qui a conduit à l'annulation ou presque du processus euro-méditerranéen. Par la suite, des réunions ont certes eu lieu mais elles ont été le théâtre d'une querelle sémantique concernant la question des territoires occupés. En évacuant la dimension politique et en négligeant ce point de cristallisation qu'est le conflit israélo-arabe, nous prenons tous de grands risques.

Et en l'occurrence, je ne déconnecte pas les fractures religieuses de ces frustrations générées par le politique. Là, je reprends la fameuse expression de Georges Corm⁴, qui a écrit que nous assistons aujourd'hui non pas à un retour du religieux mais à un *recours* au religieux. Comme il y a un essoufflement des idéologies politiques traditionnelles, un essoufflement également du nationalisme arabe tel qu'il a prévalu, et un essoufflement de la laïcité, des options radicales se font jour : C'est le Hezbollah qui réussit à tenir tête à Israël ou aux Etats-Unis. C'est le Hamas qui a proposé une alternative à l'inertie du Fatah, ainsi de suite.

A l'heure américaine

Dernier point, inspiré par Henry Laurens. Il ne faut pas oublier, dit-il, que le Moyen-Orient de manière général et l'Orient arabe pour reprendre son expression, restent inscrits à l'heure américaine. C'est là aussi une des grandes contraintes de cette région du Monde. Depuis l'ère des indépendances, à partir des années 1920 pour certains pays mais disons plus généralement à partir du milieu des années 1940, aucun Etat de cette région n'a réussi à faire valoir des options dictées par son propre intérêt national et exemptes de

⁴ Juriste et homme politique libanais, il a publié de nombreux ouvrages d'histoire sur l'Occident et l'Orient, dont *Histoire du Moyen-Orient. De l'Antiquité à nos jours*, [La Découverte](#), 2007 ; Ou encore *La Question religieuse XXI^e siècle. Géopolitique et crise de la post-modernité*, [La Découverte](#), 2006 .

toute ingérence. Car en l'occurrence, les Etats-Unis ont investi la région depuis plusieurs décennies. Ils ont montré qu'ils y étaient les seuls acteurs de poids depuis la chute du mur de Berlin puis la guerre du Golfe de 1991.

Aujourd'hui, certains évoquent un déclin de l'influence américaine. Pour ma part, je resterais prudent. Les Etats de la région demeurent intéressés par la protection que peut leur apporter une puissance de la trempe des Etats-Unis. Une petite parenthèse : il y a deux ou trois ans, les Algériens ont acheté des armes aux Russes. Après la livraison de certains matériels, ils ont appelé le service après-vente pour se plaindre de la défectuosité d'une grande partie de l'attirail...

Les Russes, les Chinois et les autres

Parmi les autres acteurs qui se positionnent désormais dans la région, il y a effectivement la Russie, dont il ne faut cependant pas exagérer le potentiel; il y a aussi la Chine qui investit commercialement et essaie d'aller vers des coopérations techniques et militaires.

D'autres pays, proches de la région, ont émergé ces dernières années à la satisfaction des uns et surtout au malheur des autres. C'est le cas de l'Iran qui a des capacités d'action conséquentes depuis 2003, après les invasions successives de l'Afghanistan et de l'Irak. Je ne veux pas oublier non plus le cas de la Turquie qui, pour sa part, a compris qu'en faisant la différence au Moyen-Orient, elle pourrait faire comprendre aux Européens tout l'intérêt qu'ils ont à l'intégrer...

Les Européens détiennent-ils la solution ? Je le crois car ils sont bien moins compromis ou entachés que d'autres. Se donnent-ils les moyens pour autant de peser dans cette partie du Monde, de changer la « donne » ? Incontestablement, ils ont un déficit politique : quelle est la politique étrangère commune de l'UE ? En quoi consiste sa politique méditerranéenne ? Les institutions communautaires ne parviennent pas à dépasser les divergences entre les différents Etats membres. Une expression anglaise veut que l'Europe soit *a payer but not a player*. Autrement dit, elle paye, mais ne transforme pas cette capacité financière en capacité d'intervention politique.